L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 13 JUIN 1890.

PETITES ANNONCES.

A vendre de première main, un superbe et ai-lemandé (un collégé de Dalkeur) No 203 rue Canal.

Renseignement de la langue anglaise aux étrangères par une nouvelle méthode. Conversations. Rue de chaux. Leçons particulières. Heures de rencontre. 9 heures du matin à 9 heures du soir. 9 avril—

TROUVÉE.—Une jeune vache, tigré, une corne coupée, de corne noire, et queue noire, sont entrées chez moi, au Bayou St-Jean et coin du canal Marigny. Le propriétaire est prié de venir les reclamer en payant les frais d'annonce. Jean Milaeo. 10 juin—8f

ON DEMANDE.

UNE cuisinière blanche ou de couleur pour un petit restaurant. S'adresser 116 Decatur. 13 juin—8f

A LOUER.

L'HOTEL Cosmopolitan, rue Royale, près Canal. S'adresser à J. B. Soleil. 6 juin—1m

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Annie E. Smith.

COUR CIVILE DU DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,214.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Herris C. Cole, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

13 juin—13 18 22

Succession de Mme Elizabeth Meisel, femme décédée de Joseph Coleman.

COUR CIVILE DU DISTRICT, pour la paroisse d'Orléans, No 29,349—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Mary E. Bell, exécutrice testamentaire de John Mage, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

12 juin—13 17 21

Succession de Jesse K. Bell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,094.—Division A—A cet effet le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Mary E. Bell, exécutrice testamentaire de John Mage, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 juin—7 11 15

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 30,264—Division A.—Mme Lizette Kuntz vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des immeubles de Mme Lizette Kuntz, femme de Henry Kuntz, pétitionnaire dans cette affaire, soit et est acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit ordonnée à cet effet par devant Edgar M. Cahn, notaire, à son bureau, No 31 Commercial Place, en cette ville, le MERCREDI, 18 juin de 1890, à 11 heures de A. M., afin de délibérer sur les affaires en dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront légalement être soumises, et que dans l'intervalle toutes les poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues—que O. W. Long Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 juin 1890.

Signé: THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour acte conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

24 mai—6 11 15

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 29,023—Division D.—Jacob Vorhilde vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Qu'une assemblée des créanciers de l'insolvable Jacob Vorhilde, soit convoquée par devant Edgar M. Cahn, notaire, à son bureau No 31 Commercial Place, en cette ville, le MERCREDI, 18 juin de 1890, à 11 heures de A. M., afin de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront légalement être soumises, et que dans l'intervalle toutes les poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues—que O. W. Long Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 juin 1890.

Signé: THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour acte conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

13 juin—13 18 22

Sol. B. Levy vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 29,952—Division A—A cet effet le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Sol. B. Levy, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

13 juin—13 18 22

George D. Geddes vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 28,029—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par William H. Yeanl, tuteur testamentaire de Miss Virginia Yeanl, administrateur cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

8 juin—8 13 17

Succession de E. M. Purcell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. — No 28,894. — Division E. — Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Mary E. Bell, exécutrice testamentaire de John Mage, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 juin—7 11 15

Succession de Mme Selina D. Robb.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 15,834.—Division D. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par E. J. Hart, Jr., exécuteur testamentaire de cette succession ne serait approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

8 juin—8 13 17

Succession de Mme Virginia Yeanl.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 26,876.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par William H. Yeanl, tuteur testamentaire de Miss Virginia Yeanl, administrateur cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

4 juin—4 8 12

Succession de Mme Elizabeth Coleman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,349.—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Mary E. Bell, exécutrice testamentaire de John Mage, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 juin—7 11 15

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile et Criminelle pour la paroisse d'Orléans.—No 30,394.—Division A.—Mme Lizette Kuntz vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des immeubles de Mme Lizette Kuntz, femme de Henry Kuntz, pétitionnaire dans cette affaire, soit et est acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit ordonnée à cet effet par devant Edgar M. Cahn, notaire, à son bureau, No 31 Commercial Place, en cette ville, le MERCREDI, 18 juin de 1890, à 11 heures de A. M., afin de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront légalement être soumises, et que dans l'intervalle toutes les poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues—que O. W. Long Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 juin 1890.

Signé: THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour acte conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

8 juin—8 13 17

Succession de Mme Virginia Yeanl.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 26,876.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par William H. Yeanl, tuteur testamentaire de Miss Virginia Yeanl, administrateur cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

4 juin—4 8 12

Succession de Mme Selina D. Robb.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 15,834.—Division D. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par E. J. Hart, Jr., exécuteur testamentaire de cette succession ne serait approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

8 juin—8 13 17

Succession de E. M. Purcell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. — No 28,894. — Division E. — Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme R. L. Heyle, comme syndic provisoire des créanciers de Mme Caroline A. Weber, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

11 juin—11. 15. 20

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVIL de District pour la paroisse d'Orléans. — No 30,975—Division C—Richard Hackett vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession faite par Richard Hackett soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; qu'une réunion de ces créanciers soit tenue par devant Edgar M. Bovery, notaire, le 24me jour de juin 1890, au No 7 de l'Allée Commerciale, en cette ville, et que Chas. Pariagne, soit approuvé comme syndic provisoire pour cette réunion et pour toutes autres subséquentes, et que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne ou les biens de Richard Hackett soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1890.

Signé: THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour acte conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

24 mai—6 11 15

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 29,952—Division A—A cet effet le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Mary E. Bell, exécutrice testamentaire de John Mage, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

7 juin—7 11 15

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 30,264—Division A.—Mme Lizette Kuntz vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des immeubles de Mme Lizette Kuntz, femme de Henry Kuntz, pétitionnaire dans cette affaire, soit et est acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit ordonnée à cet effet par devant Edgar M. Cahn, notaire, à son bureau, No 31 Commercial Place, en cette ville, le MERCREDI, 18 juin de 1890, à 11 heures de A. M., afin de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, d'élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourront légalement être soumises, et que dans l'intervalle toutes les poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues—que O. W. Long Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 juin 1890.

Signé: THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour acte conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

13 juin—13 18 22

Sol. B. Levy vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 29,952—Division A—A cet effet le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Sol. B. Levy, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

13 juin—13 18 22

George D. Geddes vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 28,029—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par William H. Yeanl, tuteur testamentaire de Miss Virginia Yeanl, administrateur cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

8 juin—8 13 17

Succession de E. M. Purcell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. — No 28,894. — Division E. — Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme R. L. Heyle, comme syndic provisoire des créanciers de Mme Caroline A. Weber (Purcell) exécutrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

R. A. LUMINAIS, Greffier.

11 juin—11. 15. 20

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVIL de District pour la paroisse d'Orléans. — No 30,975—Division C—Richard Hackett vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession faite par Richard Hackett soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; qu'une réunion de ces créanciers soit tenue par devant Edgar M. Bovery, notaire, le 24me jour de juin 1890, au No 7 de l'Allée Commerciale, en cette ville, et que Chas. Pariagne, soit approuvé comme syndic provisoire pour cette réunion et pour toutes autres subséquentes, et que dans l'intervalle toutes poursuites contre la personne ou les biens de Richard Hackett soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1890.

Signé: THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour acte conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

24 mai—6 11 15

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUES.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'emmigration de l'Etat.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme et reconnue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires qui lui sont semestriellement (Juin et Décembre) et les grandes tirages à moyenne échéance mensuelle lui ont tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

TIRAGE SEMESTRIEL,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 17 JUIN 1890.

GROS LOT:

$600,000

100,000 Billets à $40; Demi-Billet, $20; Quart de Billet, $10; Huitième de Billet, $5; Vingtième de Billet, $2; Quarantième de Billet, $1 00.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$600,000, est:	$600,000
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lot de	20,000,	40,000
5 Lot de	10,000,	50,000
10 Lot de	5,000,	50,000
25 Lot de	2,000,	50,000
100 Lot de	500,	50,000
200 Lot de	600,	120,000
500 Lot de	400,	200,000

PRIX D'APPROXIMATION:

100 Lots de	$1,000, est:	$100,000
100 Lots de	$800,	80,000
100 Lots de	$400,	40,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$200, est:	$199,800
999 Lots de	$200,	199,800
3,144 Lots se montant à		$2,159,600

On demande des agents partout.

Pour tous renseignements que l'on voudrait avoir, s'adresser au soussigné. Votre dernière devra être adressée à Nouvelle-Orléans, Boîte 106. On n'aura pas un service plus rapide et plus sûr en voyant une enveloppe portant l'adresse en plain.

IMPORTANT.

Les Billets pour Petits Notes, Express Money Order, ou Lettre de Change sur New York, dans des lettres enregistrées. Monnaie courante par l'Express.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

N'adresser vos lettres enregistrées comme demandé de Purgeant à la

New Orleans National Bank,

New Orleans La.

NE PERMETTEZ VOUS que le publicité de tous les GRANDS TIRAGES DE LA NOUVELLE-ORLEANS soit faite par d'autres que par la Compagnie elle-même, qui seule peut vous donner la garantie de la CONTRACTUELLE que la Compagnie a CONTRACTÉ avec l'Etat de la Louisiane, en CONTRACT qui expire LE 1er JANVIER 1895.

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE,—PAROISSE D'ORLEANS.

Ville de la Nouvelle-Orléans.

QUE IL SOIT SU que ce huitième jour de mai en l'an de grace mil huit-cent quatre-vingt dix, et de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, le centième cinq, devant moi, JOSEPH HENRY TAYLOR, notaire en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-nommés, dans l'affaire ci-dessous, personnellement ont comparu les personnes dont les noms sont ici attachés, et ont déclaré que, se prévalant des droits et privilèges conférés et conférables dans les statuts de l'Etat de la Louisiane, ils ont construits et se sont engagés et par les présentes, contractent et s'engagent mutuellement et ceux qu'ils représentent, et toutes les personnes qui dans l'avenir, deviendront leurs associés, à former et constituer une corporation et association politique en droit, dans le but et conformément aux articles, et stipulations et règlements qui suivent:

ARTICLE I.

Cette corporation sera connue sous le nom de «New Orleans Cotton Press» et aura son domicile et son domicile sera en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane; et le président du Conseil d'Administration, ou en son absence, le secrétaire, aura le pouvoir de la légale assent adressées toutes citations ou tous documents légaux.

Ladite corporation existera, aura et jouira de la succession nom et corporation durant quatre-vingt-quinze années, à partir de cette date et sera pourvu et autorisé de conserver, poursuivre et être poursuivi en son nom d'incorporation; de faire usage d'un sceau d'incorporation avec la devise qui sera ultérieurement choisie, sceau qui pourra être changé comme on le jugera convenable; d'édicter et d'établir tels règlements qui conviendront pour l'administration des affaires de la dite corporation, lesquels pourront être changés, altérés ou amendés au gré de la corporation; de posséder, recevoir, acheter et transférer aussi bien que d'hypothéquer sous son nom d'incorporation de la propriété—mobilière et immobilière; et d'ériger toutes les bâtisses, tous les hangars, machines et accessoires nécessaires pour mener à bien les objets et fins de la corporation.

ARTICLE II.

Les objets et fins pour lesquels est fondée cette corporation sont déclarés être d'acheter un terrain au on bâti d ns cet Etat et ailleurs, d'y construire, maintenir et d'ériger une ou des brasseries, ou d'acheter une ou des brasseries déjà en opération et de fabriquer du lager beer et autres liqueurs de drèche et de vendre tous les produits de cette ou ces brasseries.

ARTICLE III.

Le fonds capital de cette corporation est ici fixé à la somme de un million, cinq cent mille (1,500,000) dollars, divisés en on représentés par quinze mille actions de la valeur au pair de cent (100) dollars chacune qui seront émises, comptant au moment même de leur souscription, ou de la façon ou aux dates que le conseil d'administration pourra bien fixer. Et dès que cinq cent mille (500,000) dollars du fonds capital de cette corpora ion auront été souscrite, cette charte prendra effet et les opérations actives de cette corporation commenceront.

Aucun souscripteur ne sera jamais tenu responsable des contrats ou des erreurs de cette corporation pour montants plus élevés que le reliquat t on payé qui pourra être dû sur les actions auxquelles il aura souscrites. Pas plus qu'une simple informalité dans l'organisation n'aura pour effet de priver un souscripteur de libération ou d'exposer aucun souscripteur à aucune obligation au delà de la somme du reliquat dû s'il y en a sur leurs souscriptions.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés et toutes ses affaires conduites par un conseil d'administration, qui sera, composé de sept actionnaires ayant la majorité desquels formera un quorum pour expédier les affair s et choisan de ces actionnaires aura en son propre droit un nombre d'actions du fonds capital de cette corporation.

Le second mardi de mai A. D. 1892, et le second mardi de mai de chaque année suivante, une élection de sept directeurs aura lieu par ballottage à un bureau de la corporation en la ville de la Nouvelle-Orléans, entre 10 heures A. M., et 2 P. M., élection dont avis au moins dix jours au préalable sera publié dans au moins un journal de la ville de la Nouvelle Orléans; et chaque actionnaire aura le droit, à toutes les élections, soit en personne ou par procuration, de voter pour chaque action du fonds capital qu'il pourra avoir, mais ne pourra pas voter avec les actions qui lui auront été transférées dans les dix jours qui précéderont l'élection.

La majorité des votes donnés, un vote par action sur laquelle il sera voté, sera requise pour qu'il y ait élection.

Chaque Conseil d'administration commencera son mandat le 3me mardi de mai suivant son élection; et, à chaque élection, élira son président et un vice président de même qu'un secrétaire; ce premier pourra être ou ne pas être actionnaire, et tels autres officiers non bordonnés ou employés que pourront exiger les circonstances, et le Conseil d'administration fixera les traitements respectifs et définira leurs devoirs.

Si l'un quelconque des d'recteurs de cette corporation cesse d'être actionnaire durant son mandat, le Conseil d'administration déclarera vacante sa place, et en cas d'une vacance dans le Conseil d'administration causée par la mort, la démission ou autrement, le reste des directeurs les dix jours qui suivront la création de cette vacance, remplira celle-ci en élisant de parmi les actionnaires un directeur absent, tant que durera l'absence de ce dernier.

Fait à mon bureau, en la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, mois et an ci-dessus mentionné, en présence de Ernest Fragst et de Charles G. Rabenstich, témoins d'âge légal, résidant en cette paroisse, lesquels ont signé avec les dites parties et moi, notaire, après lecture faite.

Original signé: PH. W. DIELMANN, PETER BLAISE, J. LANGLES,
H. LOCTE, ALBERT P. NOLL,
THEO. BRUMMER, ERNEST PRAGST,
GEO. FAEHNLE, C. G. REBENTISCH,
J. D. TAYLOR, Notaire Public.

Je, soussigné, conservateur des hypothèques pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par les présentes que l'acte d'incorporation ci-dessus et ci-annexé de «NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION,» a été ce jour dûment enregistré en mon bureau, dans le livre 396, page 525.

Nouvelle-Orléans, 8 mai 1890.

Signé: GEO GUINAULT,
Conservateur des Hypothèques.

Je, Joseph Dewey Taylor, notaire, en la paroisse d'Orléans certifie par les présentes que l'état ci-dessus est une copie vraie et exacte de l'original de l'acte d'incorporation de la "NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION," ainsi que le certificat du conservateur des hypothèques pour la paroisse d'Orléans, qui y est attaché et enregistré dans mes archives de notaire.

Nouvelle-Orléans, 8 mai 1890.

(Signé) J. D. TAYLOR, Notaire.

11 mai—11 19 26—4 10 juin

THE NEW-ORLEANS BEE

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1827, and universally known throughout Louisiana and the neighboring States. The "Bee" is now published exclusively in French, and is the acknowledged organ of the French American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms:

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Per year, $12; six months, $6; three months, $3; one month, $1.

Weekly (6 double page) published Saturday Morning.

Per year, $2; six months, $1.50; three months, $1; one month, 50c.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE,—PAROISSE D'ORLEANS.

Ville de la Nouvelle-Orléans.

QUIL SOIT SU que ce huitième jour de mai en l'an de grace mil huit-cent quatre-vingt dix, et de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, le centième cinq, devant moi, JOSEPH HENRY TAYLOR, notaire en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-nommés, dans l'affaire ci-dessous, personnellement ont comparu les personnes dont les noms sont ici attachés, et ont déclaré que, se prévalant des droits et privilèges conférés et conférables dans les statuts de l'Etat de la Louisiane, ils ont construits et se sont engagés et par les présentes, contractent et s'engagent mutuellement et ceux qu'ils représentent, et toutes les personnes qui dans l'avenir, deviendront leurs associés, à former et constituer une corporation et association politique en droit, dans le but et conformément aux articles, et stipulations et règlements qui suivent:

ARTICLE I.

Cette corporation sera connue sous le nom de «New Orleans Cotton Press» et aura son domicile et son domicile sera en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane; et le président du Conseil d'Administration, ou en son absence, le secrétaire, aura le pouvoir de la légale assent adressées toutes citations ou tous documents légaux.

Ladite corporation existera, aura et jouira de la succession nom et corporation durant quatre-vingt-quinze années, à partir de cette date et sera pourvu et autorisé de conserver, poursuivre et être poursuivi en son nom d'incorporation; de faire usage d'un sceau d'incorporation avec la devise qui sera ultérieurement choisie, sceau qui pourra être changé comme on le jugera convenable; d'édicter et d'établir tels règlements qui conviendront pour l'administration des affaires de la dite corporation, lesquels pourront être changés, altérés ou amendés au gré de la corporation; de posséder, recevoir, acheter et transférer aussi bien que d'hypothéquer sous son nom d'incorporation de la propriété—mobilière et immobilière; et d'ériger toutes les bâtisses, tous les hangars, machines et accessoires nécessaires pour mener à bien les objets et fins de la corporation.

ARTICLE II.

Les objets et fins pour lesquels est fondée cette corporation sont déclarés être d'acheter un terrain au on bâti d ns cet Etat et ailleurs, d'y construire, maintenir et d'ériger une ou des brasseries, ou d'acheter une ou des brasseries déjà en opération et de fabriquer du lager beer et autres liqueurs de drèche et de vendre tous les produits de cette ou ces brasseries.

ARTICLE III.

Le fonds capital de cette corporation est ici fixé à la somme de un million, cinq cent mille (1,500,000) dollars, divisés en on représentés par quinze mille actions de la valeur au pair de cent (100) dollars chacune qui seront émises, comptant au moment même de leur souscription, ou de la façon ou aux dates que le conseil d'administration pourra bien fixer. Et dès que cinq cent mille (500,000) dollars du fonds capital de cette corpora ion auront été souscrite, cette charte prendra effet et les opérations actives de cette corporation commenceront.

Aucun souscripteur ne sera jamais tenu responsable des contrats ou des erreurs de cette corporation pour montants plus élevés que le reliquat t on payé qui pourra être dû sur les actions auxquelles il aura souscrites. Pas plus qu'une simple informalité dans l'organisation n'aura pour effet de priver un souscripteur de libération ou d'exposer aucun souscripteur à aucune obligation au delà de la somme du reliquat dû s'il y en a sur leurs souscriptions.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés et toutes ses affaires conduites par un conseil d'administration, qui sera, composé de sept actionnaires ayant la majorité desquels formera un quorum pour expédier les affair s et choisan de ces actionnaires aura en son propre droit un nombre d'actions du fonds capital de cette corporation.

Le second mardi de mai A. D. 1892, et le second mardi de mai de chaque année suivante, une élection de sept directeurs aura lieu par ballottage à un bureau de la corporation en la ville de la Nouvelle-Orléans, entre 10 heures A. M., et 2 P. M., élection dont avis au moins dix jours au préalable sera publié dans au moins un journal de la ville de la Nouvelle Orléans; et chaque actionnaire aura le droit, à toutes les élections, soit en personne ou par procuration, de voter pour chaque action du fonds capital qu'il pourra avoir, mais ne pourra pas voter avec les actions qui lui auront été transférées dans les dix jours qui précéderont l'élection.

La majorité des votes donnés, un vote par action sur laquelle il sera voté, sera requise pour qu'il y ait élection.

Chaque Conseil d'administration commencera son mandat le 3me mardi de mai suivant son élection; et, à chaque élection, élira son président et un vice président de même qu'un secrétaire; ce premier pourra être ou ne pas être actionnaire, et tels autres officiers non bordonnés ou employés que pourront exiger les circonstances, et le Conseil d'administration fixera les traitements respectifs et définira leurs devoirs.

Si l'un quelconque des d'recteurs de cette corporation cesse d'être actionnaire durant son mandat, le Conseil d'administration déclarera vacante sa place, et en cas d'une vacance dans le Conseil d'administration causée par la mort, la démission ou autrement, le reste des directeurs les dix jours qui suivront la création de cette vacance, remplira celle-ci en élisant de parmi les actionnaires un directeur absent, tant que durera l'absence de ce dernier.

Fait à mon bureau, en la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, mois et an ci-dessus mentionné, en présence de Ernest Fragst et de Charles G. Rabenstich, témoins d'âge légal, résidant en cette paroisse, lesquels ont signé avec les dites parties et moi, notaire, après lecture faite.

Original signé: PH. W. DIELMANN, PETER BLAISE, J. LANGLES,
H. LOCTE, ALBERT P. NOLL,
THEO. BRUMMER, ERNEST PRAGST,
GEO. FAEHNLE, C. G. REBENTISCH,
J. D. TAYLOR, Notaire Public.

Je, soussigné, conservateur des hypothèques pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par les présentes que l'acte d'incorporation ci-dessus et ci-annexé de «NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION,» a été ce jour dûment enregistré en mon bureau, dans le livre 396, page 525.

Nouvelle-Orléans, 8 mai 1890.

Signé: GEO GUINAULT,
Conservateur des Hypothèques.

Je, Joseph Dewey Taylor, notaire, en la paroisse d'Orléans certifie par les présentes que l'état ci-dessus est une copie vraie et exacte de l'original de l'acte d'incorporation de la "NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION," ainsi que le certificat du conservateur des hypothèques pour la paroisse d'Orléans, qui y est attaché et enregistré dans mes archives de notaire.

Nouvelle-Orléans, 8 mai 1890.

(Signé) J. D. TAYLOR, Notaire.

11 mai—11 19 26—4 10 juin

THE NEW-ORLEANS BEE

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1827, and universally known throughout Louisiana and the neighboring States. The "Bee" is now published exclusively in French, and is the acknowledged organ of the French American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms:

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Per year, $12; six months, $6; three months, $3; one month, $1.

Weekly (6 double page) published Saturday Morning.

Per year, $2; six months, $1.50; three months, $1; one month, 50c.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

M. T. Gautman & Co., Sheriff Seymour, salvage, vs Felix Walker et Ella F. Baldwin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 29,911.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre les rues Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 21 juin 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le troisième district de cette ville, carré d'lieu borné par les rues Dauphine (ci-devant Grande-Hombestion) et, à la profondeur de 120 pieds (ci-devant Crapé), désigné par le No 178 sur un plan du faubourg Marigny, mesurant, as pied linéaire, cinquante pieds quatre pouces et cinq pouces sur une profondeur de cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Et un petit morceau de terre contigu à une partie du terrain ci dessus décrit, à terrains, mesurant, mesure américaine, vingt pieds de largeur sur environ huit de profondeur.

Ensemble les droits, titres et intérêts de la défenderesse Ella F. Bondurant dans un certain contrat d'assurance fait par la Equitable Life Assurance Society des Etats-Unis comme il appert d'après la police d'assurance No 39,401 sur la vie de Félix Walker en faveur de la défenderesse Ella F. Walker, maintenant veuve de Walter E. Bondurant. Le dit contrat est pour la somme de cinq mille dollars payables par la dite Equitable Life Assurance Society of the United States à la dite dame Ella E. Bondurant à la mort du dit Félix Walker, et porte la date du 20 janvier 1869; le contrat est connu sous le nom de "Ordinary Life Policy" et est encore vivant.

Les primes sur la dite police ont été payées pour chacune des années écoulées de 1869 à 1889 inclusivement, et les futures primes de $87 85 chacune sont payables par trimestre, jusqu'à ce que primes étant payées le 20 juillet 1890. D'autres détails relatifs au dit contrat d'assurance sont contenus (on peut s'y référer) dans une copie de la dite police No 39,401 enregistrée au bureau du soussigné Shérif Civil.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux